

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN SEPTEMBRE 2023 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire à fin septembre 2023, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses exécutées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

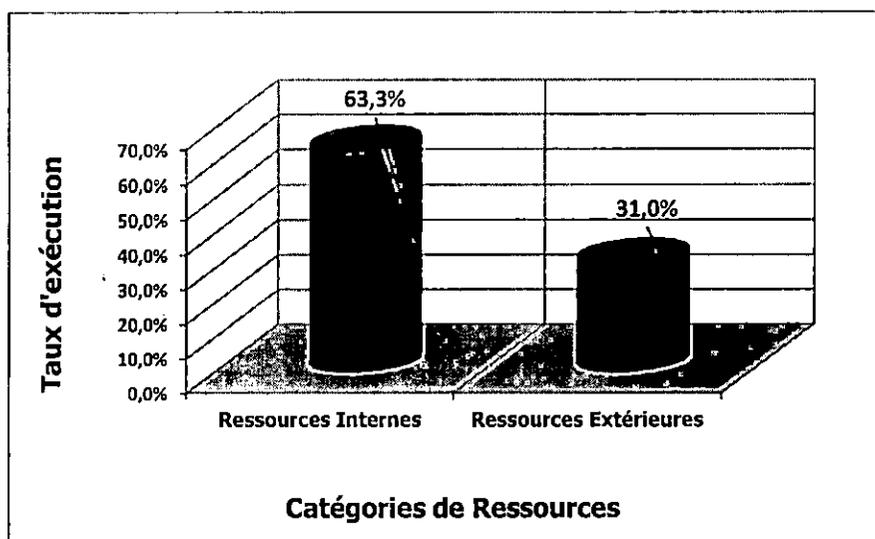
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin septembre 2023 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de **13.177.036.165.286 FC** contre les prévisions linéaires de **22.724.723.763.764 FC**, soit un taux d'exécution de **58,0%**.

Les dépenses sur **ressources internes** ont été exécutées à hauteur de **12.022.298.921.164 FC**, contre les prévisions linéaires de **19.005.192.415.870 FC**, soit un taux d'exécution de **63,3%**.

Les dépenses sur **ressources extérieures** disposent d'une exécution de **1.154.737.244.122 FC**, contre les prévisions linéaires de **3.719.531.347.895 FC**, soit un taux d'exécution de **31,0%**.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n°1 : Exécution du budget général par catégorie de ressource

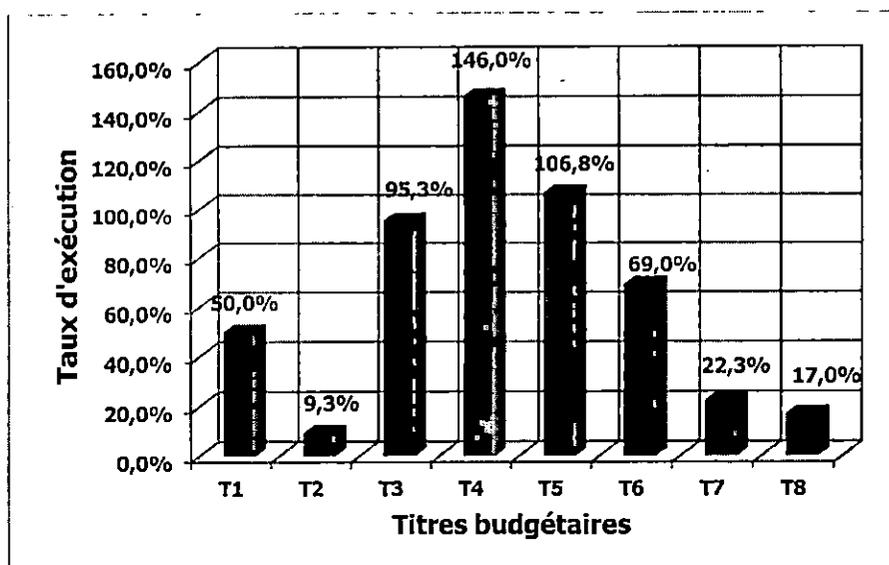


1. Outre les dépenses des rémunérations et celles liées à la rétrocession aux Administrations financières ainsi qu'au service de la dette, l'essentiel des dépenses à fin septembre 2023 a porté sur :

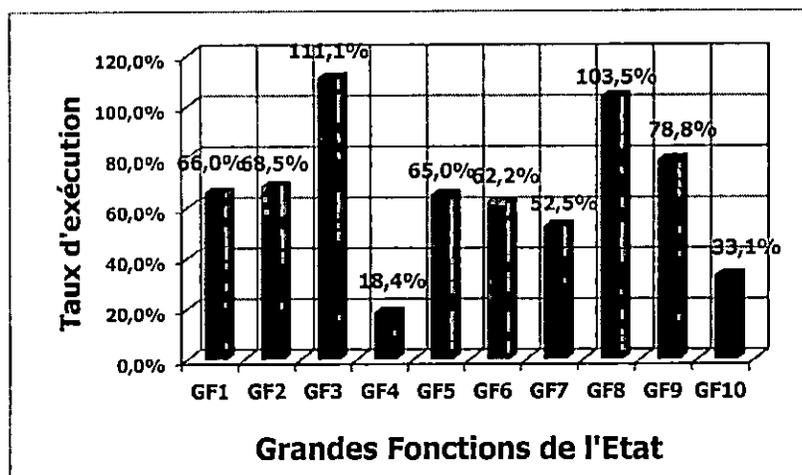
- la mise à disposition de fonds relative à l'organisation de l'atelier de sensibilisation des jeunes sur la paix, la sécurité et la cohésion nationale à Goma, Bukavu et Bunia (600.000.000 FC), à la construction et à l'équipement de l'hôpital général de Gbadolite dans la province du Nord-Ubangi (2.111.839.732 FC) ainsi qu'à la promotion, à l'entrepreneuriat et à l'emploi des jeunes en faveur du Ministère de la Jeunesse et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté (1.240.000.000 FC) ;
- l'assistance humanitaire en faveur des populations victimes des diverses crises avec une somme de 800.000.000 FC ;
- le paiement de 149.198.600 FC pour l'organisation de la journée mondiale de sensibilisation à l'Autisme ;
- la construction du stade papa MOVOTO à Gemena (1.338.165.920 FC), de huit écoles techniques dans la province de Mai-Ndombe (529.621.597 FC) ainsi que de la route dite chemin de passion reliant la cité de Mbanza-Ngungu et à celle de Nkamba Jérusalem dans la province du Kongo-Central (19.834.880.073 FC) ;
- la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de la Tshopo dont le coût s'élève à 18.820.068.506 FC et de 50 km de route de desserte agricole sur l'axe Kasomeno –Kawambwa dans la province du Haut-Katanga pour une enveloppe de 801.673.994 FC ;
- la rénovation du bâtiment abritant la chancellerie de l'ambassade de la République Démocratique du Congo à Libreville au Gabon avec un montant de 865.289.557 FC ;
- la relance de la réindustrialisation et la réhabilitation des certaines usines (SOTEXKI) dont le coût s'élève à 5.203.862.737 FC ;
- la formation des 2500 magistrats/ session 2023.

2. L'exécution du budget général par *titre (T)* se présente de la manière suivante :

- Dette publique en capital (T1) : 377.587.128.847 FC contre les prévisions linéaires de 755.154.530.620 FC, soit un taux d'exécution de 50,0% ;
- Frais financiers (T2) : 43.805.795.349 FC contre les prévisions linéaires de 472.987.346.705 FC, soit un taux d'exécution de 9,3% ;
- Dépenses de personnel (T3) : 5.484.948.416.845 FC contre les prévisions linéaires de 5.755.292.759.100 FC, soit un taux d'exécution de 95,3% ;
- Biens et matériels (T4) : 426.481.252.880 FC contre les prévisions linéaires de 292.099.353.939 FC, soit un taux d'exécution de 146,0% ;
- Dépenses de prestations (T5) : 1.253.082.464.041 FC contre les prévisions linéaires de 1.173.478.551.602 FC, soit un taux d'exécution de 106,8% ;
- Transferts et interventions de l'Etat (T6) : 3.839.006.499.189 FC contre les prévisions linéaires de 5.560.586.772.843 FC, soit un taux d'exécution de 69,0% ;
- Equipements (T7) : 1.149.305.008.875 FC, contre les prévisions linéaires de 5.160.788.829.643 FC, soit un taux d'exécution de 22,3% ;
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière (T8) : 602.819.599.259 FC, contre les prévisions linéaires de 3.554.335.619.313 FC, soit un taux d'exécution de 17,0%.

Graphique n°2 : Exécution des dépenses par Titre budgétaire

3. Par *grande fonction* de l'Etat (GF), l'exécution des dépenses renseigne les statistiques ci-après :
- Services généraux des Administrations publiques (GF1) : 5.082.181.874.914 FC contre les prévisions linéaires de 7.694.641.154.814 FC, soit un taux d'exécution de 66,0% ;
 - Défense (GF2) : 1.091.228.769.673 FC contre les prévisions linéaires 1.593.482.267.998 FC, soit un taux d'exécution de 68,5% ;
 - Ordre et sécurité publics (GF3) : 1.190.639.351.417 FC contre les prévisions linéaires de 1.071.310.068.319 FC, soit un taux d'exécution de 111,1% ;
 - Affaires économiques (GF4) : 963.509.184.151 FC contre les prévisions linéaires de 5.233.010.001.261 FC, soit un taux d'exécution de 18,4% ;
 - Protection de l'environnement (GF5) : 121.310.126.041 FC contre les prévisions linéaires de 186.493.279.871 FC, soit un taux d'exécution de 65,0% ;
 - Logement et équipements collectifs (GF6) : 153.508.274.221 FC contre les prévisions linéaires de 246.912.049.074 FC, soit un taux d'exécution de 62,2% ;
 - Santé (GF7) : 1.121.712.549.207 FC contre les prévisions linéaires de 2.138.001.768.298 FC, soit un taux d'exécution de 52,5% ;
 - Religion, culture, sports et loisirs (GF8) : 243.854.174.631 FC contre les prévisions linéaires de 235.529.241.286 FC, soit un taux d'exécution de 103,5% ;
 - Enseignement (GF9) : 3.063.669.622.607 FC contre les prévisions linéaires de 3.886.183.036.418 FC, soit un taux d'exécution de 78,8% ;
 - Protection sociale (GF10) : 145.422.238.425 FC contre les prévisions linéaires de 439.160.896.426 FC, soit un taux d'exécution de 33,1%.

Graphique n°3 : Exécution des dépenses par Grande fonction de l'Etat

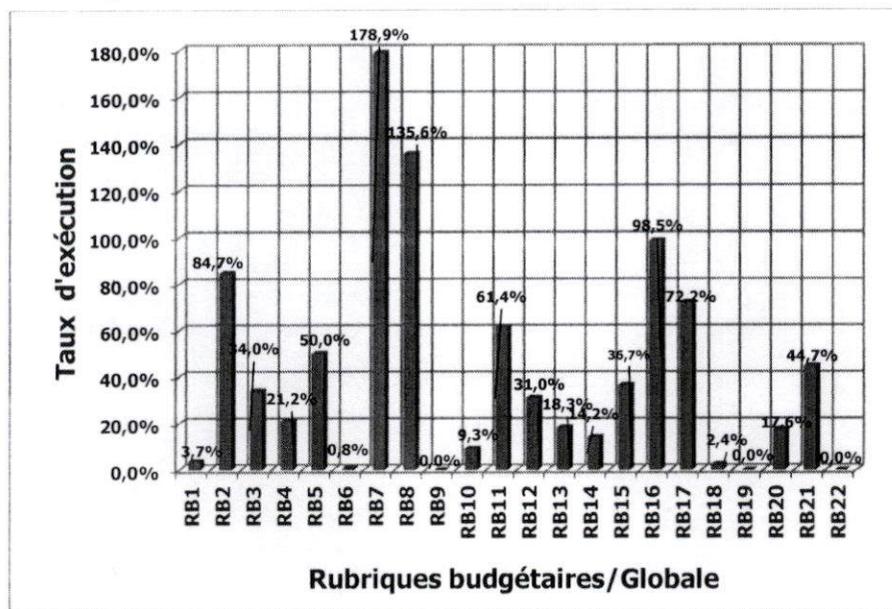
4. Par *rubrique budgétaire* (RB), l'exécution des dépenses globales peut être résumée de la manière suivante :

- **Bourse d'études (RB1)** : 420.000.000 FC contre les prévisions linéaires de 11.250.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 3,7% ;
- **Charges communes (RB2)** : 167.981.011.130 FC contre les prévisions linéaires de 198.403.659.742 FC, soit un taux d'exécution de 84,7% ;
- **Contrepartie des projets (RB3)** : 38.295.262.556 FC contre les prévisions linéaires de 112.500.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 34,0% ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4)** : 194.217.644.624 FC contre les prévisions linéaires de 918.000.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 21,2% ;
- **Dette publique (RB5)** : 377.587.128.847 FC contre les prévisions linéaires de 755.154.530.620 FC, soit un taux d'exécution de 50,0% ;
- **Financement des réformes (RB6)** : 4.030.295.026 FC contre les prévisions linéaires de 484.435.162.517 FC, soit un taux d'exécution de 0,8% ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7)** : 1.690.365.853.796 FC contre les prévisions linéaires de 944.923.040.970 FC, soit un taux d'exécution de 178,9% ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8)** : 1.981.239.237.333 FC contre les prévisions linéaires de 1.460.720.756.173 FC, soit un taux d'exécution de 135,6% ;
- **Fonds de péréquation (RB9)** : 156.342.407 FC contre les prévisions linéaires de 1.335.494.883.559 FC, soit un taux d'exécution de 0,0% ;
- **Frais financiers (RB10)** : 43.805.795.349 FC contre les prévisions linéaires de 472.987.346.705 FC, soit un taux d'exécution de 9,3% ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11)** : 681.750.444.772 FC contre les prévisions linéaires de 1.110.092.993.462 FC, soit un taux d'exécution de 61,4% ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12)** : 1.154.737.244.122 FC contre les prévisions de linéaires de 3.719.531.347.895 FC, soit un taux d'exécution de 31,0% ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13)** : 246.299.426.162 FC contre les prévisions linéaires de 1.347.754.053.973 FC, soit un taux d'exécution de 18,3% ;
- **Investissements sur transfert aux provinces et ETD (RB14)** : 312.636.332.887 FC contre les prévisions linéaires de 2.198.618.821.198 FC, soit un taux d'exécution de 14,2% ;

- **Mise à la retraite (RB15)** : 74.291.951.792 FC contre les prévisions linéaires de 202.658.437.136 FC, soit un taux d'exécution de 36,7% ;
- **Rémunérations (RB16)** : 5.268.113.974.276 FC contre les prévisions linéaires de 5.347.500.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 98,5% ;
- **Rétrocession aux Administrations financières (RB17)** : 680.559.160.616 FC contre les prévisions linéaires de 942.677.343.688 FC, soit un taux d'exécution de 72,2% ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18)** : 8.769.668.579 FC contre les prévisions linéaires de 369.607.404.402 FC, soit un taux d'exécution de 2,4% ;
- **Subventions aux services ex-BPO (RB20)** : 4.021.735.715 FC contre les prévisions linéaires de 22.860.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 17,6% ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21)** : 247.757.655.298 FC contre les prévisions linéaires de 553.741.481.725 FC, soit un taux d'exécution de 44,7% ;

Pour cette période, la rubrique **Subvention aux Services Déconcentrés (R19)** a été exécutée jusqu'à la phase de l'ordonnancement. La **TVA remboursable (RB22)** quant à elle, est en cours d'analyse pour intégration dans la chaîne de la dépense.

Graphique n°4 : Exécution par rubrique budgétaire/Globale



5. Les *Charges transférées en Provinces et ETD* (40%) ont connu une exécution de 2.601.971.808.520 FC, contre les prévisions linéaires de 4.984.166.149.038 FC, soit un taux d'exécution de 52,2%.

Elles sont subdivisées de la manière suivante :

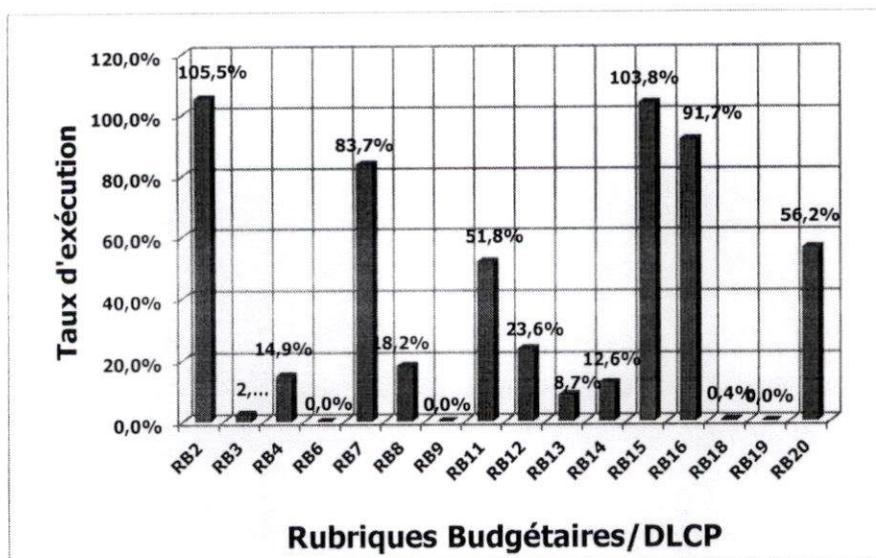
- **Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14)** : 312.636.332.887 FC contre les prévisions linéaires de 2.198.618.821.198 FC, soit un taux d'exécution de 14,2% ;
- **Rémunérations (RB15)** : 2.041.577.820.335 FC contre les prévisions linéaires de 2.231.805.846.116 FC, soit un taux d'exécution de 91,5% ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement) (RB20)** : 247.757.655.298 FC contre les prévisions linéaires de 553.741.481.725 FC, soit un taux d'exécution de 44,7%.

6. Les *dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)* ont été exécutées à hauteur de **3.641.587.353.205 FC**, contre les prévisions linéaires de **8.096.596.756.273 FC**, soit un taux d'exécution de **45,0%**.

Elles sont réparties comme suit :

- **Charges communes (RB2) : 82.926.556.042 FC** contre les prévisions linéaires de **78.619.758.591 FC**, soit un taux d'exécution de **105,5%** ;
- **Contrepartie des projets (RB3) : 468.874.400 FC** contre les prévisions linéaires de **18.148.713.666 FC**, soit un taux d'exécution de **2,6%** ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) : 8.403.707.433 FC** contre les prévisions linéaires de **56.250.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **14,9%** ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 90.530.029.771 FC** contre les prévisions linéaires de **108.153.174.477 FC**, soit un taux d'exécution de **83,7%** ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 26.225.388.336 FC** contre les prévisions linéaires de **144.305.092.609 FC**, soit un taux d'exécution de **18,2%** ;
- **Fonds de péréquation (RB9) : 156.342.407 FC** contre les prévisions linéaires de **597.669.202.981 FC**, soit un taux d'exécution de **0,0%** ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 125.618.302.698 FC** contre les prévisions linéaires de **242.387.126.618 FC**, soit un taux d'exécution de **51,8%** ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) : 370.593.623.163 FC** contre les prévisions linéaires de **1.568.794.581.332 FC**, soit un taux d'exécution de **23,6%** ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) : 34.157.509.303 FC** contre les prévisions linéaires de **394.882.388.204 FC**, soit un taux d'exécution de **8,7%** ;
- **Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 235.997.220.005 FC** contre les prévisions linéaires de **1.870.371.915.985 FC**, soit un taux d'exécution de **12,6%** ;
- **Mise à la retraite (RB15) : 4.242.190.007 FC** contre les prévisions linéaires de **4.088.731.950 FC**, soit un taux d'exécution de **103,8%** ;
- **Rémunérations (RB16) : 2.659.804.370.692 FC** contre les prévisions linéaires de **2.899.292.367.073 FC**, soit un taux d'exécution de **91,7%** ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : 106.689.233 FC** contre les prévisions linéaires de **27.344.461.985 FC**, soit un taux d'exécution de **0,4%** ;
- **Subventions aux Services ex-BPO (RB20) : 2.356.549.717 FC** contre les prévisions linéaires de **4.196.182.133 FC**, soit un taux d'exécution de **56,2%**.

Signalons que la rubrique **Financement des réformes (RB6)** n'a connu de l'exécution. La rubrique **Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) (RB21)** quant à elle, a été exécutée jusqu'à la phase de liquidation et les **Subventions aux services déconcentrés (RB19)** a connu une exécution jusqu'à la phase de l'ordonnancement.

Graphique n°5 : Exécution par rubrique budgétaire/DLCP

II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 1 et 2.

Tableau n°1 : Nombre de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonnancé 3	Payé 4	Structure	Taux (4/1)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	166	165	158	162	0,2%	97,6%
2	FRAIS FINANCIERS	120	120	120	120	0,1%	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	93 589	93 461	93 336	89 684	89,0%	95,8%
4	BIENS ET MATERIELS	3 664	3 612	3 483	1 865	1,9%	50,9%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	7 027	6 900	6 530	3 240	3,2%	46,1%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 730	7 662	7 048	4 440	4,4%	57,4%
7	EQUIPEMENTS	211	207	177	79	0,1%	37,4%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 249	1 248	1 217	1 152	1,1%	92,2%
Total		113 756	113 375	112 069	100 742	100%	88,6%

En analysant les données du tableau n°1, la grande partie des dépenses de l'Etat pour cette période a été effectuée en faveur des dépenses de personnel.

Les investissements (équipements et construction, réfection et réhabilitation) représentent en moyenne 1,2% des dossiers transférés. Un effort devra être fourni pour renverser cette tendance, afin de permettre l'exécution des investissements, facteur de croissance et du développement.

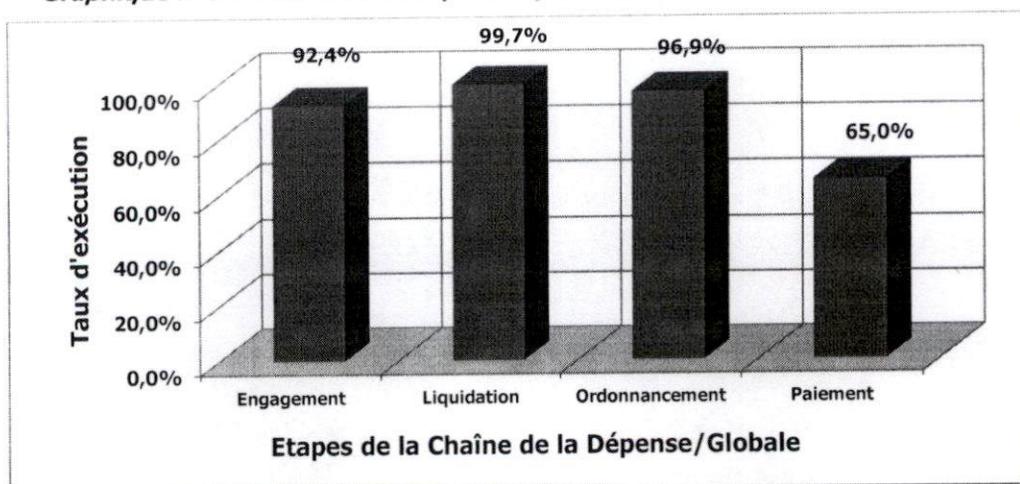
Tableau n°2 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité

Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (9mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Payé	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493	755 154 530 620	406 620 605 319	53,8%	406 191 634 393	99,9%	396 176 400 488	97,5%	377 587 128 847	95,3%
2	FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606	472 987 346 705	43 805 795 349	9,3%	43 805 795 349	100,0%	43 805 795 349	100,0%	43 805 795 349	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800	5 755 292 759 100	5 820 475 876 217	101,1%	5 817 677 001 340	100,0%	5 781 691 957 094	99,4%	5 484 948 416 845	94,9%
4	BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251	292 099 353 939	616 893 106 664	211,2%	610 374 354 634	98,9%	599 943 736 928	98,3%	426 481 252 880	71,1%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802	1 173 478 551 602	4 601 282 748 338	392,1%	4 590 318 504 620	99,8%	4 544 266 744 980	99,0%	1 253 082 464 041	27,6%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125	5 560 586 772 843	7 209 464 160 508	129,7%	7 204 595 109 222	99,9%	6 716 475 127 334	93,2%	3 639 006 499 189	57,2%
7	EQUIPEMENTS	6 867 071 772 858	5 150 303 829 643	1 452 561 741 430	28,2%	1 450 314 141 739	99,8%	1 412 797 580 188	97,4%	1 149 305 008 875	81,3%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	4 753 094 159 084	3 564 820 619 313	848 523 362 767	23,8%	813 046 159 328	95,8%	783 602 280 331	96,4%	602 819 599 259	76,9%
Total		30 299 631 685 019	22 724 723 763 764	20 999 627 396 594	92,4%	20 936 322 700 626	99,7%	20 278 755 622 694	96,9%	13 177 036 165 286	65,0%

(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement** : 20.999.627.396.594 FC, contre les prévisions linéaires de 22.724.723.763.764 FC, soit un taux global de fluidité de 92,4% ;
- **Liquidation** : 20.936.322.700.626 FC dégageant un taux global de fluidité de 99,7% par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancement** : 20.278.759.622.694 FC, renseignant un taux global de fluidité de 96,9% par rapport aux liquidations ;
- **Paiement** : 13.177.036.165.286 FC indiquant un taux global de fluidité de 65,0% par rapport aux ordonnancements.

Graphique n°6 : Exécution de dépenses par étape de la Chaîne/Globale

3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes des volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 3 et 4 ci-après :

Tableau n°3 : Volume de dossiers de dépenses LCP par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonné 3	Payé 4	Structure	Taux (4/1)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	42 277	42 256	42 240	40 256	93,1%	95,2%
4	BIENS ET MATERIELS	714	704	679	365	0,8%	51,1%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 332	1 278	1 198	463	1,1%	34,8%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	2 409	2 382	2 137	1 143	2,6%	47,4%
7	EQUIPEMENTS	77	77	61	20	0,0%	26,0%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 049	1 048	1 026	990	2,3%	94,4%
TOTAL		47 858	47 745	47 341	43 237	100,0%	90,3%

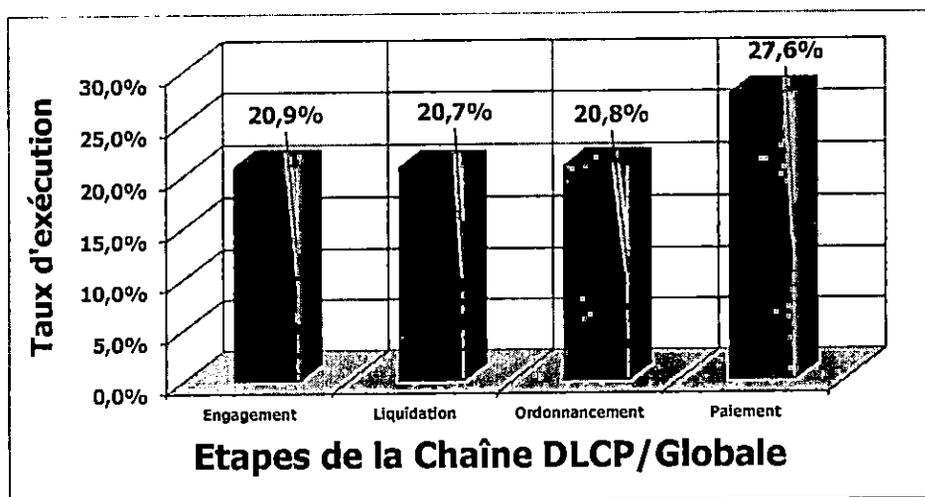
Du tableau n° 3 ci-dessus, il se dégage que les DLCP sont plus orientées vers la rubrique Dépenses de personnel.

Tableau n°4 : Exécution en valeur de dépenses LCP par étape de la Chaîne

Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (9 mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Paiement	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	3 920 958 142 143	2 940 718 606 607	2 707 642 142 385	92,1%	2 706 854 458 226	100,0%	2 701 290 489 692	99,8%	2 668 134 047 514	98,8%
4	BIENS ET MATERIELS	61 474 629 828	46 105 972 371	46 917 784 849	101,8%	46 714 925 993	99,6%	44 386 389 097	95,0%	29 852 652 983	67,3%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	305 602 024 401	229 201 518 301	187 740 861 815	81,9%	184 764 961 675	98,4%	177 901 411 693	96,3%	96 931 782 307	54,5%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	572 218 129 380	429 163 597 035	550 849 632 007	128,4%	549 496 891 421	99,8%	483 634 528 190	88,0%	205 295 301 124	42,4%
7	EQUIPEMENTS	2 877 688 332 223	2 158 266 249 167	337 238 034 589	15,6%	337 238 034 589	100,0%	313 511 773 301	93,0%	263 196 409 696	84,0%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 057 521 083 722	2 293 140 812 792	549 272 131 725	24,0%	513 794 928 286	93,5%	502 313 597 219	97,8%	378 177 129 582	75,3%
Total		10 795 462 341 697	8 096 596 756 273	4 379 660 587 371	54,1%	4 338 864 200 390	99,1%	4 223 038 189 192	97,3%	3 641 587 353 205	86,2%

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les DLCP ont été exécutées comme suit :

- **Engagement** : 4.379.660.587.371 FC, soit un taux de 20,9% par rapport aux engagements globaux ;
- **Liquidation** : 4.338.864.200.390 FC, soit un taux de 20,7% par rapport aux liquidations globales ;
- **Ordonnancement** : 4.223.038.189.192 FC, soit un taux de 20,8% par rapport aux ordonnancements globaux ;
- **Paiement** : 3.641.587.353.205 FC, soit un taux de 27,6% par rapport aux transferts globaux.

Graphique n°7 : Exécution par étape des DLCP par rapport aux dépenses globales

III. Programme de Développement local a la base de 145 territoires

a. Brève présentation du programme PDL-145 T

La République Démocratique du Congo s'est résolue d'étendre son développement à travers tout son territoire national par un grand projet ayant une vision élargie de développement à la base initié par le Président de la République intitulé « **Programme de Développement Local de 145 Territoires** » **PDL-145T** en sigle. Ce projet vise principalement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales dans les différents milieux de vie de la population congolaise à travers la réduction des inégalités, la redynamisation des activités économiques locales, la transformation des conditions et du cadre de vie dans les zones jusque-là mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La mise en œuvre de **PDL-145T** qui bénéficie des financements du Trésor public et des contributions des partenaires au développement (PTFs) est exécutée par les trois agences, à savoir : le Bureau Central de Coordination (**BCECO**), la Cellule des Financements en faveur des Etats Fragiles (**CFEF**) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (**PNUD**).

Au 31 décembre 2022, le Gouvernement a lancé le démarrage de deux volets du **PDL-145T**, à savoir :

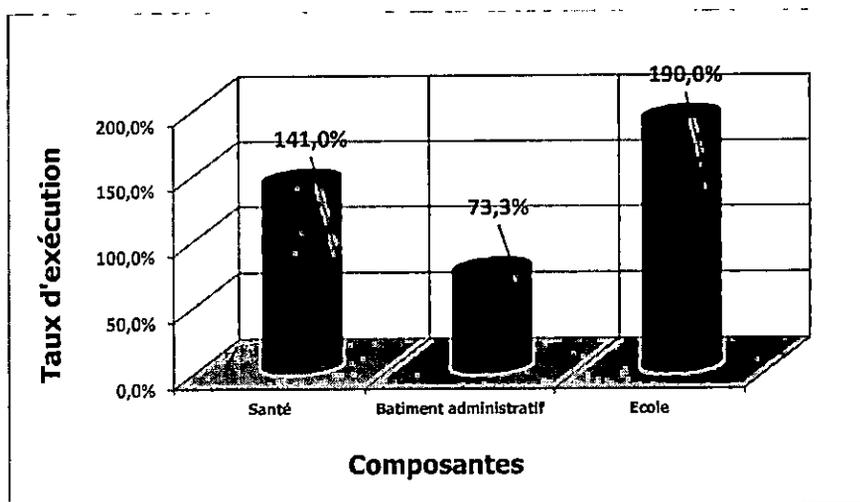
- Composante 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
- Composante 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

A ce jour, les Agences d'exécution ont réalisé un progrès significatif dans la première composante.

b. Synthèse sur les exécutions de PDL-145 T

A fin août 2023, les projets **PDL-145T** ont été exécutés à hauteur de **266.459.352.909 FC**, soit **44,8%** par rapport aux prévisions linéaires de **594.460.292.338 FC** de l'ensemble de projets **PDL-145T** et de **129,1%** contre les prévisions linéaires de **206.350.967.622 FC** liés uniquement aux projets de construction d'écoles, de centres de santé et bâtiments administratifs.

- Construction de centres de santé : **74.607.522.600 FC** contre les prévisions linéaires de **52.898.299.595 FC**, soit un taux d'exécution de **141,0 %**.
- Construction d'écoles : **129.294.821.416 FC** contre les prévisions linéaires de **68.062.002.797 FC**, soit un taux d'exécution de **190,0%**.
- Construction de bâtiments administratifs : **62.557.008.893 FC** contre les prévisions linéaires de **85.390.665.230 FC**, soit un taux d'exécution de **73,3 %**.

Graph. n°8 : Exécution de la composante 1

NB : Par ailleurs, il sied de signaler que les données PDL-145T du mois de Septembre sont en cours de traitement.

IV. OBSERVATION

Il importe de rappeler à tous les acteurs de la chaîne de la dépense que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) devra capter les avis de débits tels que lui a envoyé par la Banque Centrale du Congo (BCC). Cela permettra à la DGPPB qui a en charge le suivi statistique de l'exécution du Budget, de produire des ESB exhaustifs et crédibles dans les délais.

V. RECOMMANDATIONS

Au cours de la réunion du 13 octobre 2023 sur la conciliation des chiffres entre l'ESB et le TOFE/PTR, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, il se dégage les points ci-dessous :

- la production des ESB et leur affichage est un engagement du Gouvernement de la République Démocratique du Congo et une exigence des Partenaires Techniques et Financiers, le respect du Manuel des procédures et du circuit de la dépense publique, le captage régulier des informations des dépenses effectuées sur ressources extérieures, dans le délai, conformément à l'Arrêté interministériel (Finances-Budget-Plan) portant réglementation du circuit d'information sur les ressources extérieures, en vue de permettre l'exhaustivité des statistiques de l'exécution de dépenses et leur reflet dans les ESB.
- La mise en place d'un environnement test par la CII pour résoudre le problème de réception systématique de ces avis de débit dans la chaîne de la dépense ;
- l'écart entre l'ESB et le TOFE/PTR est de 2.800.390.423.073 FC provenant des volumes des dépenses hors chaîne ; le respect du calendrier de transmission des encaissements et des décaissements du Trésor à la DGPPB convenu en date du 04 septembre 2021 entre la DGPPB

et la **DGTCP** pour permettre à la **DGPPB** de résorber cet écart et de produire les **ESB** conciliés ;

- la transmission régulière par les agences (**CFEF, BCECO, PNUD**), de l'exécution de dépenses de **PDL-145T** pour leur intégration dans la chaîne de la dépense afin d'être comptabilisé dans les **ESB**.

Fait à Kinshasa, le 07 OCT 2023

Pour le Directeur Général en mission,

Martin MUKUNGHWA LUTILILWA
Directeur

